



pose de soutenir. Cette personne, ce regard extérieur sera proche du terrain. Les fédérations devront préciser leurs objectifs et faire leurs choix. Pour cela, le responsable de l'agence aura une vraie liberté. Ce n'est pas moi qui vais décider directement des attributions de budgets. C'est important que ce regard extérieur soit autonome et puisse avoir la latitude de pouvoir dire : quels sont tes objectifs, sur combien de temps et, après évaluation, pouvoir le valider. En aucun cas cette personne-là ou ces personnes-là vont choisir à la place des fédérations. En revanche, elles auront aussi un rôle d'écoute, d'accompagnement et d'alerte.

Y. Diniz : Avoir un regard extérieur, ça fait du bien. C'est important parfois d'avoir quelqu'un derrière pour dire attention, là, vous allez peut-être dans une mauvaise direction, sans remettre tout en cause. Après, là où je voulais rebondir, c'était encore parler de nos jeunes et du suivi social. Comment peut-on se servir des entreprises pour aider les athlètes, pour créer un projet, et qu'elles puissent nous soutenir derrière.

R. Maracineanu : Ça se fait de manière plus coordonnée qu'avant. Le réceptacle existe, il y a le pacte performance au niveau de l'État créé par (l'ancien secrétaire d'État chargé des Sports) Thierry Braillard, il y a déjà des entreprises qui adhèrent et des sportifs qui en bénéficient. Chaque fédération a son propre modèle de reconversion plus ou moins développé et on pourrait encore une fois se partager les rôles et mutualiser. Il n'y a pas de modèle arrêté. L'idée, c'est de pouvoir ouvrir la porte des entreprises aux sportifs en priorité. Elles y sont favorables aujourd'hui.

J.-L. Rougé : Il y a des entreprises qui n'arrivent pas à recruter des gens de qualité et nous demandent de servir de prérecruteurs de manière à avoir des gens qui ont envie de se battre.

R. Maracineanu : Dans un autre ordre d'idées, une des obligations des fédérations devrait être de proposer aux athlètes une action au sein de leur fédération, bénévole ou rémunérée. Ce doit être une de leurs priorités. Il ne faut pas les cantonner uniquement à des métiers d'entraîneur. Ce serait bénéfique de les voir dans l'encadrement du développement économique de la fédération ou dans la communication.

Sur le long terme, le rapport Cap 2022 vise à réduire la place et l'action de l'État. Est-ce que cela vous fait peur ?

R. Maracineanu : Pour le sport, je pense qu'on a réussi le pari. La concertation qui a eu lieu pendant ces neuf mois a proposé une nouvelle gouvernance du sport et a redonné sa place au lien, indissociable pour moi, entre le développement des pratiques sur le terrain et le haut niveau. C'est un modèle qui existe en France depuis toujours. Ce n'est pas là-dessus qu'il doit changer. Je ne veux pas dire qu'on coupe le développement des pratiques et que cela ne concerne plus l'État, mais les

“On a besoin d'un regard extérieur, c'est important. Mais il y a une chose qui m'inquiète, ce sont les aides individuelles. Celui qui connaît le mieux l'athlète et ses difficultés, ses besoins, sa situation sociale, c'est l'entraîneur. (...) C'est important de réagir très vite et je ne pense pas qu'on puisse le faire avec une cellule qui est loin....”

JEAN-LUC ROUGÉ

régions ou les associations, et qu'on ait une agence à part juste pour la haute performance comme nos voisins étrangers. Non, on va faire mieux parce qu'on ne va pas casser ce lien entre la base et le haut niveau. C'est ce qui a fait notre réussite et ce qui doit continuer à se faire. On va mettre en place un nouvel outil qui répond mieux à nos faiblesses.

Y. Diniz : C'est une bonne chose qu'on se rénove et qu'on propose un projet innovant. J'espère juste qu'une fois l'agence créée, on ne nous coupera pas l'herbe sous le pied d'ici à trois ans, ce serait très dommageable vu tout le travail qui a pu être fait en amont.

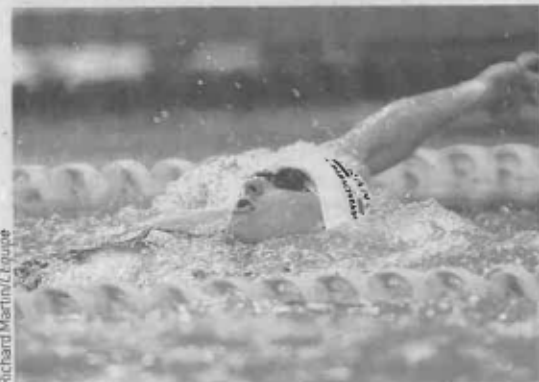
J.-L. Rougé : L'inquiétude n'enlève pas le danger. La ministre m'a un peu rassuré par rapport à la nouvelle structure. Ceci dit, je ne vois pas très bien comment ça va fonctionner. C'est souvent l'administration qui est un frein. En revanche, vous m'avez parlé de l'esprit, et ça, je suis d'accord avec l'esprit que vous avez donné sur la structure. Sur le fonctionnement du haut niveau, le rapprochement du haut niveau et du sport pour tous, le social, etc., c'est quelque chose qui me va très bien. Ensuite, si c'est quelque chose qui alerte, qui conseille, ça ne peut pas être mauvais. C'est complémentaire par rapport aux activités des fédérations. Cela ne m'avait pas été expliqué par le passé.

Les quatre-vingts médailles en 2024, vous y croyez ?

R. Maracineanu : Je vais laisser le soin aux médias de les compter. Je vais plutôt m'attacher au comment, aux moyens qu'on va mettre en œuvre pour être plus performant. Je voudrais que cette notion de réussite infuse dans toute la société française.

Y. Diniz : Il faudra des médailles, c'est clair, mais il faut surtout que ce soit ensuite une réussite sociale. Ça passe aussi pour moi par l'intégration des jeunes publics, des bénévoles, des futurs dirigeants, des arbitres... Par le développement des équipements aussi. Et puis, il y a aussi quelque chose dont on n'a pas parlé, c'est l'accessibilité au handicap.

J.-L. Rougé : Je ne crois pas aux quatre-vingts médailles non plus car il y a de plus en plus de pays qui concourent pour des médailles d'or. Ce qu'il faut viser, c'est le classement des nations. Une place dans les cinq premiers, c'est vraiment notre rang. »



Richard Martin/L'Équipe



Alain Mouric/L'Équipe

des collectivités et des entreprises et des financements.
Jean-Luc Rougé disait croire en un État fort qui dicte les grandes lignes. Ce sera toujours le cas ?
R. Maracineanu : Oui. Quand je vous dis qu'on va définir les axes stratégiques de financement, ce sera le cas. La partie très haut niveau de l'agence sera confiée à une personne en mesure de challenger un peu les fédérations, non pas dans l'esprit de les déposséder de leurs prérogatives et de leurs compétences, mais pour faire mieux que ce qui se fait aujourd'hui. Le principal élément dans cette agence, tant dans la mission haut niveau que dans la mission développement des pratiques, c'est de mettre l'individu, l'athlète et son entraîneur, au cœur de nos préoccupations. Les fédérations vont continuer à travailler comme elles le faisaient jusqu'à maintenant sur la partie haut niveau. Ce qu'on veut ajouter, c'est une plus-value

pour la haute performance. Des personnes vont s'y consacrer avec un seul souci en tête : le sportif et son entraîneur. En ayant toujours en tête la gestion du long terme, des pauses durant la carrière à l'après, pour l'un comme pour l'autre.
J.-L. Rougé : On a besoin d'un regard extérieur, c'est important. Mais il y a une chose qui m'inquiète, ce sont les aides individuelles. Celui qui connaît le mieux l'athlète et ses difficultés, ses besoins, sa situation sociale, c'est l'entraîneur. Il faut être très proche des athlètes. Et là, la fédération essaie de l'être. En équipe de France, on a des judokas qui sont compliqués et il faut être proche d'eux en permanence. C'est important de réagir très vite et je ne pense pas qu'on puisse le faire avec une cellule qui est loin....
R. Maracineanu : Ça ne va pas être à cette cellule haute performance de choisir qui accompagner. Ils vont rencontrer les fédérations et leur demander qui on leur pro-

Roxana Maracineanu (à g.) en 2001 et Yohann Diniz en 2017.

décryptage

Pédagogue et rassurante

Tout au long de l'entretien, sans jamais ou presque se référer à ses notes, Roxana Maracineanu s'est voulue claire, rassurante, pédagogue. La nouvelle ministre des Sports maîtrise ses dossiers. Critique vis-à-vis de la réforme, Jean-Luc Rougé a reconnu qu'on ne lui avait jamais expliqué ainsi les choses jusqu'à présent. Maracineanu a voulu rassurer les fédérations

inquiètes. L'agence amenée à gérer le sport français ne les dépossédera pas de leur pouvoir. Elle agira en coordination avec elles et visera surtout à apporter une plus-value. Le budget est, peu ou prou, au rendez-vous, et cette réforme n'est en aucun cas synonyme de désengagement de l'État, qui continuera à définir les axes stratégiques de financement. Sur ce dernier point, ce n'est pas tout à fait ce que l'on avait compris jusqu'à présent. L'avenir dira ce qu'il en est.

M. V.